



Editorial

L'urgence d'agir, sans solutions miracles

Judith Mayencourt

Cheffe de la rubrique Suisse



Aucune demande de reportage acceptée, pas de caméras, pas de témoin, pas d'image d'une crise à nos frontières. C'est presque en catimini, au travers d'un discret communiqué de presse, que le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) annonçait la nouvelle, la semaine dernière.

Alors que l'exode estival

des migrants de Méditerranée vient tout juste de commencer, le Tessin, comme tous les autres points de passage européen sur la route du nord, est débordé, ses structures d'accueil asphyxiées. Et vu l'ampleur des mouvements migratoires en ce début d'été, la situation promet d'être difficile pour les trois prochains mois.

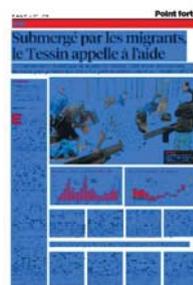
On s'y attendait, c'est un été chaud bouillant qui se profile sur le front de l'asile. Avec ses coups de gueule: celui, paniqué du gouvernement léghiste qui ne demande rien moins que la fermeture des frontières. Et surtout, avec ses récupérations politiques: celle de l'UDC, réclamant la restriction du droit d'asile aux seuls requérants arrivés par avion. Comme si la politique d'asile était une boîte à outils à disposition des partis pour mieux mobiliser les électeurs!

«C'est un été chaud bouillant qui se profile sur le front de l'asile.

Avec ses coups de gueule et surtout ses récupérations politiques»

Dans ce contexte surchauffé, la visite sur place de la commission de sécurité du Conseil national était indispensable pour rendre compte de la situation, sans gesticulation. Son constat est accablant. A la frontière sud, l'accueil des migrants est aujourd'hui en dessous de ce que suppose le minimum de tradition humanitaire de la Suisse. Et il est urgent de trouver de nouvelles structures d'accueil. Le pays tout entier doit se mobiliser. Quant à une possible résiliation de l'accord de Dublin, elle ne ferait qu'aggraver encore la situation.

L'heure n'est pas aux recettes miracles. Personne n'en a. Mais à l'accueil d'urgence avec, sinon des solutions à long terme, au moins un peu d'humanité.



Asile Submergé par les migrants, le Tessin appelle à l'aide

La Commission de la politique de sécurité du National a fait le tour des frontières du sud du pays pendant deux jours. Les parlementaires relatent une situation difficile

L'essentiel

- **Constat** Les 25 parlementaires en visite à Chiasso confirment l'urgence tessinoise
- **Action** La commission du National promet de remettre un rapport au Conseil fédéral

Lucie Monnat Mendrisio (TI)

En un mois seulement, quelque 2000 réfugiés ont transité à Chiasso, dont 900 la semaine dernière. La frontière tessinoise reçoit 90% des arrivées de réfugiés en Suisse. Le Tessin n'en peut plus et veut que Berne le sache. Le conseiller national Marco Romano (PDC) a invité en début de semaine les membres de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N) à constater la situation.

Hier, à l'issue de la visite, l'élu tessinois exprimait sa satisfaction lors d'un point presse. Il sent qu'il a touché sa cible. «Je pense qu'ils ont été très surpris. Cela fait quatre ans que je rapporte la situation du Tessin à Berne. On a toujours l'impression que les Tessinois grossissent le trait. Là, 25 parlementaires ont vu que nous n'exagérons pas.»

Les récits des membres du CPS-N confirment l'urgence de la situation. Les requérants, en majorité très jeunes, dorment dans des chambres bondées où des

matelas ont été ajoutés sur le sol. La centaine d'hôtes du centre de procédure - hommes, femmes et enfants confondus - se partagent une seule toilette. Le tout dans des températures qui atteindront 30 degrés ces prochaines semaines.

La situation est aussi difficile pour les travailleurs impliqués dans l'accueil. Les gardes-frontière, la police cantonale et le personnel du centre d'enregistrement travaillent sans relâche pour gérer le flux, non sans inquiétudes. «Certains requérants ont des traces sur les mains, on voit qu'ils sont malades, mais on ne sait pas ce qu'ils ont», raconte Marco Romano. Les douaniers rentrent chez eux, dans leurs familles, avec la crainte d'avoir été contaminés par quelque chose. Nous ne sommes pas en situation de crise sanitaire, mais c'est un risque que nous prenons.» Malgré tout, Hugues Hiltbold (PLR/GE), également du voyage, tient à souligner «l'humanité avec laquelle le personnel prend en charge les requérants. Cela fait honneur à la tradition d'accueil de la Suisse.»

Collaboration difficile avec l'Italie

Outre le personnel, le Tessin manque de moyens pour parer à la situation, autant au niveau du matériel que des infrastructures. La petite gare de Chiasso n'est pas adaptée pour accueillir des centaines de personnes par jour. Les douaniers, eux, réclament des hélicoptères et des drones pour surveiller les frontières.

La collaboration avec l'Italie est également peu efficace. «La plupart des effectifs de la police italienne sont mobilisés sur l'Expo de Milan, rapporte Christian

van Singer (Vert/VD). Ensuite, l'Italie, qui compte environ 300 000 réfugiés sur ses terres, voit la situation d'un point de vue très pragmatique. Comme elle ne reçoit pas le soutien voulu des pays de Schengen-Dublin, elle n'enregistre plus tout le monde et envoie les requérants à la charge des pays plus au nord.» Ainsi, les postes frontières voisins sont souvent vides. «C'est bien simple, les gardes-frontière suisses n'essaient même plus de frapper à la porte des offices italiens», ajoute Marco Romano.

Garder Schengen-Dublin

Les Tessinois demandent donc à Berne de prendre des mesures «de façon à ce que nous puissions travailler dans des conditions correctes. Nous gérons la situation pour l'instant, mais il faut rapidement trouver des solutions pour le futur.»

Les parlementaires ont-ils entendu l'appel? «Il s'agit de ne pas traiter le Tessin comme l'Europe traite l'Italie», souligne Christian van Singer. Il faut donner plus de moyens au Canton, car sa situation risque de se compliquer dans les prochains mois.» Hugues Hiltbold, lui, reconnaît qu'il faut trouver des solutions pour «soulager le Tessin. Mais nous ne pourrions pas régler sa situation.»

Le président de la commission, Thomas Hurter (UDC/SH), promet un rapport qui sera transmis au Conseil fédéral. «Nous devons travailler à une solution commune. Nous ne pouvons certainement pas continuer à regarder ces chiffres prendre l'ascenseur sans rien faire.»



Hauptausgabe

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 31'421
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 103'815 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Fermer les frontières, comme le préconise la Lega? «Personnellement, je suis d'avis qu'il faut examiner toutes les possibilités», répond l' élu UDC. La proposition de la Lega est toutefois rejetée par l'ensemble des autres partis. Une fermeture mettrait en péril les accords de Schengen-Dublin. Une véritable catastrophe pour les gardes-frontière et les policiers. «Toutes les données des requérants qui arrivent sur le sol européen sont numérisées. Sans elles, le travail serait titanesque», explique Mauro Antonini, commandant des gardes-frontière du Tessin. «Cela voudrait aussi dire qu'on ferme notre porte et que l'on laisse les requérants dormir dans la rue, ajoute Marco Romano. Ce serait totalement indigne de la Suisse.»



Chiasso

Les réfugiés arrivant d'Italie sont pris en charge par les gardes-frontière, submergés par l'affluence. B. GALLI/KEYSTONE



Hauptausgabe

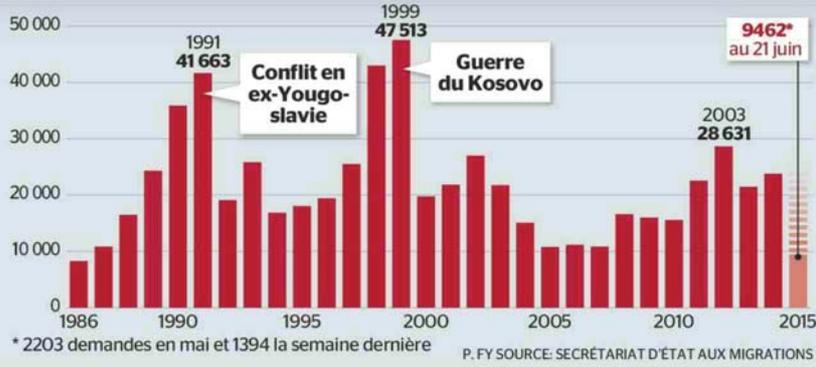
24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 31'421
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

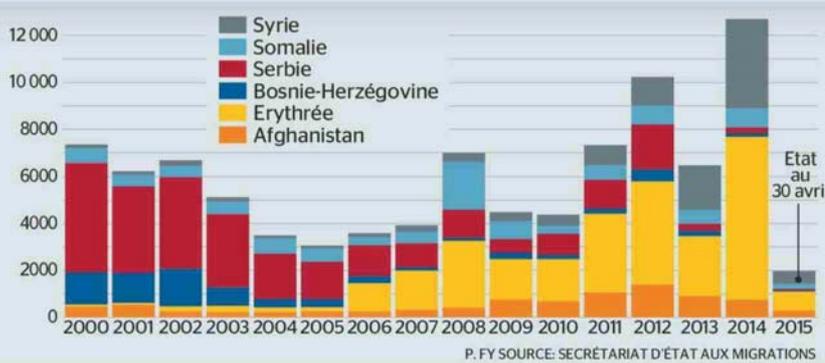
Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 103'815 mm²

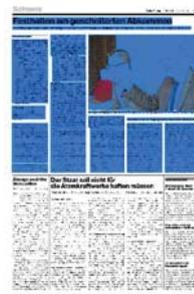
Sicherheit / Innere Sicherheit

Demandes d'asile déposées en Suisse de 1986 à 2015



Nombre de demandes d'asile par nationalité





Basler Zeitung
4002 Basel
061/ 639 11 11
www.baz.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 53'498
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 61'789 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Festhalten am gescheiterten Abkommen

Der Präsident der Sicherheitspolitischen Kommission, Nationalrat Thomas Hurter, über die Situation im Tessin



Durchzogene Bilanz. Sicherheitspolitiker Thomas Hurter (SVP, rechts) und Marco Romano (CVP) in Mendrisio. Foto Keystone
Von Beni Gafner, Bern

BaZ: Herr Hurter, welche Bilanz zieht die Sicherheitspolitische Kommission (SIK) nach ihrem zweitägigen Besuch an der Südgrenze?

Thomas Hurter: Wir haben festgestellt, dass die Zusammenarbeit zwischen den Behörden im Migrations- und Sicherheitsbereich national gut funktioniert, während die Zusammenarbeit mit Italien aufgrund der dortigen Bürokratie nicht optimal funktioniert. Die Infrastruktur im Tessin ist extrem ausgelastet. Unsere

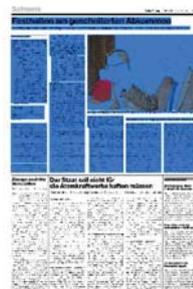
Behörden arbeiten mit einfachen Mitteln. Die Asylsuchenden sitzen im Bahnhof Chiasso beispielsweise einfach auf einer Bank und werden von Grenzwächtern befragt. Eine Hauptsorge der Tessiner Behörden ist, was passiert, sollte die Einwanderung in die Schweiz eines Tages nicht mehr so friedlich ablaufen, wie das heute der Fall ist. Es gibt Befürchtungen, dass die heutigen Abläufe so nicht mehr möglich sind, wenn aggressivere, gewaltbereite Migranten anderer

Ethnien kommen.

«Gewalt und Sicherheit könnten plötzlich zum grossen Thema werden.»

Muss Migration vermehrt unter dem Sicherheitsaspekt betrachtet werden?

Wir stellen zuerst einmal unvoreingenommen fest, dass das Tessin geografisch betrachtet einen Trichter darstellt, der in eine Millionenmetropole



Basler Zeitung
4002 Basel
061/ 639 11 11
www.baz.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 53'498
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 61'789 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

mündet. Durch die Massnahmen in Frankreich und Österreich hat dieser Trichter eine vermehrte Sogwirkung. Festzustellen ist aufgrund von Zahlen, die uns präsentiert wurden, dass die Kriminalität von Süden nach Norden wandert. Was die Tessiner sehr beschäftigt, ist die Frage nach Massnahmen, wenn die Migration nicht mehr so friedlich abläuft, wie das heute mit den Eritreern der Fall ist.

Welches ist die aktuelle Situation?

40 Prozent aller Asylsuchenden kommen über das Tessin in die Schweiz. Allein im Juni werden es rund 3000 sein, praktisch 100 pro Tag. 70 Prozent sind Eritreer. 80 Prozent der Ankommenden sind junge Männer.

Bekannt wurde, dass bei überlasteter Infrastruktur im Tessin Hunderte Asylsuchende ein SBB-Billett erhalten und selbstständig in andere Empfangszentren nördlich des Gotthards geschickt werden. War das auch Thema?

Ja. Wir wollten wissen, wie viele sich tatsächlich am Zielort melden. Uns wurden dazu unterschiedliche Zahlen genannt. Offiziell hiess es, zehn Prozent kämen nicht im vorgegebenen Empfangszentrum an. Andere nannten eine höhere Zahl von Migranten, die irgendwo unterwegs ausgestiegen sind. Diese Situation ist

unbefriedigend und muss geklärt werden.

Die SIK ist nicht zuständig für Migrationsfragen. Können Sie trotzdem zur Lösung des Problems beitragen?

Wir führen jedes Jahr ein zweitägiges Seminar zu einem wichtigen Thema durch. Nach einem Besuch des Flughafens Zürich im letzten Jahr stand dieses Jahr die Zusammenarbeit von Sicherheitsbehörden im Fokus. Unser Besuch war schon seit Monaten geplant. Wir sind also nicht aufgrund der aktuell verschärften Lage ins Tessin geeilt. Zur Zusammenarbeit der Behörden und zur Situation im Migrationsbereich werden wir nun einen Bericht verfassen, der als Grundlage dient für politische Massnahmen. Ein Punkt dabei wird sein, dass die EU die Migrationsproblematik nicht mehr länger als zweitrangiges Thema behandeln soll. Angesichts der Dynamik der Migrationsprobleme muss dieses Thema auf supranationaler Ebene prioritär behandelt werden.

Ist das Schengen/Dublin-Abkommen gescheitert?

Die Kommission wird in ihrem Bericht festhalten, dass ein Teil der Tessiner Sicherheitsbehörden das Dublin-System gegenüber Italien als gescheitert

betrachtet. Man will aber an Schengen-Dublin trotzdem festhalten, weil es keine Alternative gibt und weil man nach einem Austritt vom Schengener Informationssystem und der Fahndungsdatenbank abgeschnitten wäre.

Wird das Thema Migration und die angespannte Lage im Tessin in den Medien zu heiss gekocht, wie dies NZZ und das Internetportal Watson kürzlich darstellten?

Wir haben auch darüber mit den Tessinern geredet. Wir sind der Meinung, dass die angespannte Lage in den Medien nicht übertrieben dargestellt wird. Man kann die heutige Situation nicht mit der Zeit des Balkankriegs vergleichen, als über 40'000 Asylsuchende kamen. Heute ist ein Ende des verstärkten Zustroms von Migranten nicht absehbar. Man erwartet, dass das auf unabsehbare Zeit so weitergehen wird. Die Tessiner Behörden haben heute die Lage im Rahmen einer friedlichen Bewegung unter Kontrolle – mit grosser Kraftanstrengung. Es ist aber möglich, dass Gewalt und Sicherheit plötzlich zum grossen Thema werden. Das Thema wird nicht künstlich angeheizt.

Die Situation ist angespannt, aber unter Kontrolle

Mendrisio. Die Migrationssituation an der Schweizer Südgrenze ist unter Kontrolle, doch die Zusammenarbeit mit Italien sollte verbessert werden. So die Bilanz der Sicherheitspolitischen Kommission des Nationalrates (SIK). Die SIK war in Mendrisio mit Vertretern des Grenzwachtkorps, der Kantonspolizei und Mitarbeitern des Empfangs- und Verfahrenszentrums Chiasso zusammengetroffen. Die 25 Parlamentarier informierten sich auf ihrem zweitägigen Besuch über die «Sicherheit an der Südgrenze» – im Tessin waren

gemäss Grenzschutz in den vergangenen zwei Wochen über 900 Migranten angekommen. Die Auffangzentren im Südkanton seien an ihre Kapazitätsgrenzen gestossen, sagte Nationalrat Marco Romano (CVP, TI). Im Empfangs- und Verfahrenszentrum in Chiasso seien Matratzen ausgelegt worden, um allen eine Schlafmöglichkeit zu bieten. Einige Asylsuchende bekämen ein Zugbillett, um in ein anderes Zentrum in der Romandie oder der Deutschschweiz zu reisen. Insgesamt sei die Situation unter Kontrolle,

sagte Romano weiter. Alle beteiligten Akteure seien sich einig gewesen, dass es die Situation an der Südgrenze verschlimmern würde, sollte die Schweiz die Schengen/Dublin-Abkommen aufkündigen. Verbesserungsvorschläge macht die Kommission bei der Infrastruktur und dem Personal: Am Bahnhof in Chiasso kommen 90 Prozent der Migranten an – trotzdem müssten sich dort Grenzwachter und Neuankömmlinge ein WC teilen. Problematisch sei auch der Einsatz von ortsfremden Grenzwachtern im Tessin. SDA



Corriere del Ticino
6903 Lugano
091/ 960 31 31
www.cdt.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 36'478
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 1
Fläche: 21'075 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

I MIGRANTI A CHIASSO IN STAZIONE SON DI SCENA

I DISPERATI

di EMANUELE GAGLIARDI

La stazione di Chiasso è sotto i riflettori da giorni; da quando il numero dei cittadini stranieri provenienti da Paesi in guerra (e non), intenzionati ad entrare in Svizzera per chiedere asilo politico, ha raggiunto il livello d'allarme. Sino a qualche mese fa, al suo interno, transitavano solo passeggeri in arrivo e in partenza, guardie di confine, poliziotti, dipendenti della ferrovia e i gruppetti di clandestini, individuati a bordo dei treni in arrivo dall'Italia, dagli agenti della Regione IV. Un viavai normale, al quale pochi facevano caso. Non mancavano le voci di chi, segnalando le entrate costanti di disperati provenienti da Milano e da Como, avvertivano che, prima o poi, considerando gli sbarchi incessanti di profughi in corso a Lampedusa, l'ondata avrebbe raggiunto presto il Ticino. E puntualmente così è stato. A questo punto, le pensiline della stazione e la grande hall si sono illuminate a giorno, pure di notte. Grazie anche ai flash dei fotografi ed alle luci per le telecamere

di varie televisioni, giunti al seguito di numerosi giornalisti piombati a Chiasso per testimoniare quanto stava (e sta) accadendo. E i servizi di cronaca hanno iniziato a rincorrersi. Con riprese, filmati, fotografie, interviste. Alla stazione di Chiasso sono arrivati politici, pure da Berna, per rendersi conto di persona di quanto sta, realmente, accadendo alla frontiera più a sud della Svizzera. Non sono mancate, tra gli addetti ai lavori, le strette di mano, i sorrisi di circostanza, le dichiarazioni ufficiali, mentre, sullo sfondo, si vedevano volti tristi di uomini, donne e ragazzini che seguivano, rassegnati, in fila, le guardie di confine. Alcuni cronisti si sono recati a Milano per seguire il viaggio della speranza di questi esuli verso il Ticino: qualche altro giornalista, casualmente, mentre era seduto in carrozza, ha assistito a controlli e fermi di clandestini. Ne sono usciti servizi toccanti, come quelli realizzati anni fa, in occasione di esodi di stranieri in fuga da guerre o persecuzioni: pure allora vi era una marea di persone che voleva raggiungere la Svizzera, vista sempre come una terra promessa. La stazione di Chiasso adesso è diventata, involontariamente, una sorta di set cinematografico dove si girano tristi riprese di storia attuale, come accade in altre zone di frontiera, sempre di questi

giorni: di scena, ovunque, la disperazione. In mezzo, i profughi, dietro ad essi, le guardie di confine, giornalisti, politici, e gli altri utenti della stazione. Negli occhi di alcuni di questi stranieri in fuga spesso si può intravedere, in parte, il dramma che si sono lasciati alle spalle: sangue, morti, distruzioni prima, seguiti poi da un viaggio allucinante gestito da scafisti e passatori senza scrupoli. Non di rado, il loro sguardo pare attraversare, trafiggere chi sta loro davanti; ma non è una espressione perduta nel vuoto: probabilmente, è ancora fissa su qualche straziante scena che non possono, che non potranno mai dimenticare. Non è semplice la vita, ora, alla stazione di Chiasso: c'è un gran movimento. Perciò si possono registrare anche momenti di tensione, a volte pure sotto l'occhio di telecamere o macchine fotografiche. Non bisogna, comunque, perdere d'occhio il problema principale rappresentato dai profughi. Da tempo la politica comunale, quelle cantonale e federale, magari a volte con prospettive diverse, lavorano per risolvere al meglio questa importante questione. La strada è, comunque, lunga, disseminata di curve e di improvvise salite. C'è chi invita, tra l'altro, a distinguere tra chi scappa davvero dalle guerre e chi no. Altri esortano l'autorità a fare di più per chi bussava alle frontiere. Poi ci sono loro, questi stranieri in fuga, involontari protagonisti di un film che nessuno avrebbe mai voluto girare, interpretare e vedere. Né nella loro patria, né qui, né altrove.



Corriere del Ticino
6903 Lugano
091/ 960 31 31
www.cdt.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 36'478
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 8
Fläche: 90'427 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Gobbi «**Agire prima che sia troppo tardi**»

Migranti: confronto alla televisione romana sull'idea di chiudere le frontiere

■ Il problema dei migranti è stato al centro della trasmissione «Infra-rouge» della TSR. Tra gli ospiti anche il direttore del Dipartimento delle istituzioni Norman Gobbi che negli ultimi giorni ha ribadito la sua determinazione a chiudere provvisoriamente le frontiere se la pressione non calerà. Una misura, quest'ultima, che da Berna fanno sapere essere l'ultima ratio e realizzabile solo se l'ordine pubblico o la sicurezza interna del Paese sono seriamente minacciati. Eveline Widmer Schlumpf negli scorsi giorni ha dichiarato che i contatti con il Ticino sono costanti e che la situazione viene monitorata e tenuta sotto osservazione con la collaborazione della polizia e delle guardie di confine e che, al momento, non si giustifica la misura della chiusura delle frontiere a sud. Gobbi ha fatto notare che la sua posizione e quella della consigliera federale non sono in contraddizione: «Io ho detto che se questo afflusso proseguirà si dovranno chiudere le frontiere. Ho voluto suonare il campanello d'allarme prima che sia troppo tardi» ha detto Gobbi, ricordando che Francia e

Austria lo hanno già fatto e che la Germania ha inviato a Chiasso un osservatore. «Posso capire quello che vive il Ticino» ha ammesso la consigliera nazionale PS/VD Ada Marra, riferendosi alle cifre che mostrano oltre 1.200 arrivi a Chiasso nel solo mese di maggio. «Ma la risposta di Gobbi è totalmente sbagliata». Dal canto suo il consigliere di Stato ginevrino Mauro Poggia ha ricordato che la Svizzera fa già molto a livello di politica d'asilo e non deve rimproverarsi nulla. «Ma chiudere le frontiere a Ginevra non è uno scherzo, sarebbero oltre 100 chilometri». Dal canto suo Gobbi ha ricordato che la Svizzera non può prendersi sulle spalle i problemi dell'Europa e dei Paesi che non rispettano l'accordo di Dublino.

PS: «Propaganda xenofoba»

Sulla questione dei migranti e della posizione assunta da Gobbi prende posizione anche il Partito socialista che in un comunicato scrive: «Questo è il Ticino oggi: un Paese che, vittima della propaganda xenofoba, si è chiuso su sé stesso, accartocciato nel proprio egoismo». Le dichiarazioni di Gobbi degli

scorsi giorni non sono piaciute per nulla al presidente ad interim Carlo Lepori che firma la nota stampa: «Facciamoci conoscere, ancora una volta. Diamo una prova ulteriore della nostra grettezza. Mentre il Mediterraneo esige un prezzo di sangue e di morte, mentre le persone fuggono dalle guerre e dalle persecuzioni, il presidente del Governo del Ticino, per non essere da meno di altri leader xenofobi, invoca la chiusura delle frontiere ai migranti. Come se orde di barbari si accalcassero ai nostri confini meridionali. Come se il Paese fosse invaso da turbe di stranieri».

Il confronto

Della situazione alla frontiera si parlerà anche nella seduta del Governo di questa mattina. Manuele Bertoli si era lamentato per la mancata informazione del Governo da parte di Gobbi, che ha parlato all'insaputa dell'Esecutivo. La questione potrebbe creare tensioni e attriti. Gobbi ha più volte detto di non aver agito in qualità di presidente del Governo, bensì di responsabile del dossier immigrazione e sicurezza.

Datum: 24.06.2015

QUOTIDIANO INDIPENDENTE DELLA SVIZZERA ITALIANA

CORRIERE DEL TICINO



Corriere del Ticino
6903 Lugano
091/ 960 31 31
www.cdt.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 36'478
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 8
Fläche: 90'427 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit



PRESSIONE Molto lavoro per le guardie di confine a Chiasso. (Foto Maffi)



Corriere del Ticino
6903 Lugano
091/ 960 31 31
www.cdt.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 36'478
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.203
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 27'495 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Al confine «Si fanno dei veri miracoli»

Commissione della sicurezza del Nazionale due giorni a Chiasso per osservare la situazione

■ «Non sono stupito della situazione che ho trovato, non viverei in Svizzera allora; sono stupito di vedere come e quanto si lavora! Queste parole del presidente Thomas Hurter (UDC) ben sintetizzano lo stato d'animo degli altri 24 membri della Commissione della politica di sicurezza (CPS) del Consiglio nazionale dopo due giorni passati a Chiasso. Sia chiaro: la commissione non è venuta in Ticino in seguito all'emergenza migranti di queste settimane; come ha spiegato Hurter, è tradizione tenere ogni due anni un seminario su un tema specifico. Caso vuole che quest'anno si è scelto appunto la migrazione, e che la data di arrivo alla frontiera sud della Svizzera, già decisa mesi fa, sia coincisa con una situazione di emergenza. Scopo generale di questi seminari è rendersi conto della situazione e toccare con mano il lavoro sul campo,

valutandone pregi e difetti e cercando di intravedere delle possibili soluzioni. Per questo sono stati programmati degli incontri con tutti gli enti e le autorità coinvolte. Alla fine in una tavola rotonda finale tutti i presenti hanno espresso i loro desideri, che verranno inseriti in un rapporto che sarà redatto all'attenzione del Parlamento e del Governo.

Da questo punto di vista secondo Marco Romano (PPD), unico membro ticinese della CPS, «l'obiettivo è riuscito»: sono stati due giorni di lavoro «molto intensi», che per molti suoi colleghi si sono dimostrati addirittura «una scoperta». Addirittura il suo collega Christian van Singer (verdi) ha affermato che «si fanno dei veri miracoli».

In generale la commissione ha potuto constatare che la collaborazione fra i vari attori coinvolti funziona («nonostante la situazione difficile

sono stupito da come si stia lavorando bene», ha affermato Hurter), anche se naturalmente alcune cose potrebbero essere migliorate.

Ad esempio l'infrastruttura, che alla stazione di Chiasso le guardie di confine lavorano in locali senza dubbio vetusti e poco adatti, mentre le guardie di confine necessiterebbero di mezzi tecnici più appropriati e soprattutto gestiti interamente da loro (l'uso di droni ad esempio dipende dall'esercito, che non sempre li rende disponibili). Constatata anche una «inquietante» diminuzione delle risorse a disposizione della polizia sanitaria, ciò che, pur senza fare allarmismi, potrebbe creare problemi oltre che ai migranti stessi anche a chi li accoglie. Altro punto dolente è risultata la collaborazione dell'Italia, impastoiata com'è dalla burocrazia e dal centralismo che imperano nella vicina penisola.

La preoccupazione è rivolta anche al futuro, che «se la situazione d'emergenza dovesse continuare», ha affermato Hurter, «non so proprio come faremo». Per Romano infatti non è possibile «pretendere che Chiasso faccia il lavoro che altri Paesi europei non fanno», mentre Van Singer ha perorato per una maggiore solidarietà, europea («Italia e Grecia non possono essere lasciate sole»), ma anche confederale, poiché «anche le altre parti della Svizzera devono accogliere tutta questa gente».

Bocciata per contro l'idea lanciata alcuni giorni fa dal consigliere di Stato Norman Gobbi di chiudere le frontiere o di sospendere l'accordo di Schengen. Secondo Marco Romano infatti «tutti coloro che abbiamo sentito hanno affermato che una misura del genere non farebbe altro che

peggiore la situazione».

R.B.



IN ATTESA Migranti appena scesi dal treno ieri nei locali delle guardie di confine. (Foto Maffi)



MIGRANTI Con 500 arrivi settimanali Chiasso è un centro di smistamento «Non siamo in emergenza ma occorre prepararsi»

La Commissione sicurezza del Nazionale stilerà un rapporto per Berna. Finora a Chiasso è andato tutto bene, ma ci sono rischi sanitari e per la sicurezza.

di ANDREA FINESSI

Sono principalmente eritrei. Scendono dal treno e la prima cosa che dicono è «asilo». Sanno già dove andare, una volta arrivati in Svizzera. Eseguono le istruzioni che gli sono state indicate da qualcuno, ma il vero problema è che sono tanti, sempre di più. Servono più uomini (soprattutto italofoeni), più risorse e in generale più mezzi per far fronte ai continui arrivi di migranti alla frontiera sud del Ticino. I 25 Consiglieri nazionali della Commissione della sicurezza hanno visto con i loro occhi una realtà per molti inattesa. Con 500-600 arrivi settimanali, di cui il 90% giunti via treno, la stazione di Chiasso è divenuta il centro di smistamento degli immigrati. Con-

seguentemente i locali della struttura ferroviaria sono pieni di persone, con pochi uomini in grado di gestire le persone. Si parla infatti di 8 uditori in grado di aprire una cinquantina di pratiche al giorno, poche a fronte del numero di persone che vanno gestite e per le quali i tempi di una richiesta di asilo non sono mai brevi, tra verifiche e indagini.

Lo scenario a cui si sono trovati davanti i deputati federali è uno scenario che ha stupito molti di loro: da una parte perché queste persone arrivano in Svizzera già «istruite» su cosa fare - si presume che dietro vi siano grandi organizzazioni criminali -, ben vestite con abiti ricevuti in Italia, cellulare e orologio; dall'altra ci si stupisce per le condizioni in cui si opera, con migranti stipati in un caldo androne della stazione in cui c'è un solo bagno per tutti - guardie di confine comprese - pochi uomini a disposizione per gestire tante pratiche e una situazione potenzialmente esplosiva dal punto di vista igienico sanitario. Moltissimi infatti sono malati, di scabbia in particolare e il piccolo parassita è già passato a qualche guardia di confine, nonostante le precauzioni. E poi ci sono i rischi per la sicurezza: finora

le guardie sono riuscite a tenere a bada tutti, ma cosa succederà quando non ci riusciranno? Basti dire che settimana scorsa un migrante aveva con sé una pistola.

Come ha spiegato il consigliere nazionale Marco Romano, nel corso della conferenza stampa odierna seguita a questi due giorni di lavoro, ora la Commissione stilerà un dettagliato rapporto da inviare all'attenzione del Consiglio federale per tracciare un quadro realistico del contesto in cui lavorano gli uomini. «Non siamo ancora in una situazione di urgenza», ha detto Romano, «ma occorre preparare un piano di emergenza nel caso in cui crescano ancora gli arrivi, e soprattutto occorre coordinare meglio a livello federale il lavoro della task force che si è creata in questi giorni in Ticino». La chiusura delle frontiere? «Impensabile, ne abbiamo discusso, ma senza Schengen non ci sarebbero le banche dati, si peggiorerebbe solo la situazione davanti a una marea umana che continua ad arrivare». E i respingimenti all'Italia? «Impraticabili. Gli uffici italiani sono chiusi, quindi non si sa a chi affidare le persone. Sono tutti impegnati con Expo», ironizza Romano.


CENTRO RIFUGIATI LOSONE Le attività di un gruppo di volontari coordinati dal parroco don Farine

«Grazie di cuore per quello che fate per tutti noi»

Ai timori iniziali è seguito un rapporto di accoglienza e di rispetto da parte di tutti. Una convivenza fra persone civili. La tematica dell'assistenza religiosa.

«A sei mesi di distanza dall'apertura del Centro mi sembra che a Losone si viva un clima sereno, di grande tolleranza. La presenza dei rifugiati non ha provocato lo scompiglio e i pericoli che si erano paventati alla vigilia del loro arrivo. Se si pensa soprattutto a quanto è avvenuto in questi giorni a Milano e in altre città italiane, possiamo dire che la nostra è una sorta di isola felice».

Don Jean Luc Farine, parroco di Losone, sintetizza così l'atmosfera che si è sedimentata in questi mesi. Anche il grave episodio di violenza iniziale - protagonista un minore - è stato assorbito nella sua realtà. Un caso isolato.

Certamente il numero elevato dei rifugiati non passa inosservato. La presenza quotidiana di circa 130 giovani, in gran parte eritrei e somali, è visibile da parte di tutta la popolazione. «Soprattutto quando girano in gruppi numerosi possono suscitare qualche timore. Questione di pelle diversa e magari di un sottofondo di aggressività, tipico di tutti i giovani, compresi i nostri», aggiunge don Jean Luc. «Così può capitare di trovare le bottigliette di birra sulle panchine. Le stesse che talvolta vengono lasciate dai ragazzi di Losone. Nel complesso possiamo rilevare che sentono il nostro paese come un luogo di libertà, dove c'è un rapporto di accoglienza



e di rispetto. In fondo una convivenza civile fra persone civili».

Sin dai primi giorni la comunità di Losone si era organizzata istituzionalmente attraverso il Municipio e il Patriziato, ma anche spontaneamente con un gruppo di volontari coordinati proprio dal parroco che si sono messi a disposizione per aprire le porte del Centro la Torre ogni martedì pomeriggio. Incontri che hanno avuto scadenze regolari, con la partecipazione media di una quarantina

di ospiti del Centro mentre i volontari che li accolgono sono una cinquantina, di tutta la regione.

Il Centro parrocchiale ha aperto le porte

È un appuntamento di carattere amichevole e familiare, che comprende una merenda, la possibilità

di effettuare dei giochi o di dedicarsi alla lettura. Il tutto all'insegna della totale gratuità. Qualcuno sfoglia anche il Vangelo che c'è a disposizione nella lingua etiopico-eritrea.

In maggioranza si tratta di eritrei di religione ortodossa, ma ci sono anche dei somali musulmani. Sotto il profilo dell'assistenza spirituale, don Jean Luc è il cappellano cattolico del Centro insieme a un assistente protestante. Sono le due religioni ammesse dalle norme federali, ma senza alcuna forzatura di proselitismo. La loro presenza è saltuaria. Un sostegno umano, non confessionale anche perché le pratiche religiose degli ospiti sono diverse.

«Qualcuno viene alla Messa domenicale», rileva don Jean Luc. «La loro religione è ancora fatta di gesti concreti, senza gli effetti della secolarizzazione ormai diffusa nell'Occidente.



Stiamo studiando come offrire qualche genere di assistenza spirituale. Una cappella ecumenica? Sembra prematura anche perché in alcuni nostri ambienti laicistici le religioni sono intese come estremismi e fanatismo. Su questo argomento anche la Confederazione è molto cauta».

Bisogna riempire le loro giornate vuote. Una quarantina svolgono lavori di pubblica utilità, grazie all'impegno del Municipio e del Patriziato di Losone, e della Protezione Civile di Locarno. Inoltre, grazie agli animatori dell'Agenzia che ha in appalto la gestione dei Centri federali in Ticino, a Losone sono stati allestiti dei piccoli reparti nei quali possono occupare proficuamente il tempo libero con attività varie. Anche questo attesta l'attenzione da parte dei responsabili, all'insegna di una dignità esemplare e di una concreta disponibilità personale.

Molti sono giovanissimi. Ma ci sono anche dei padri di famiglia. «Uno di loro - sottolinea il parroco - mi si è avvicinato insieme a sua moglie dicendomi: «A nome di tutti vi ringrazio per quello che state facendo per tutti noi».

(T. V.)



In questi mesi diversi losonesi hanno contribuito ad accogliere i rifugiati. Nella foto grande il concerto dei Sinplus. Sopra un momento di svago.



La Regione Ticino
6500 Bellinzona
091/ 821 11 21
www.laregione.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 34'804
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 17
Fläche: 43'128 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Venticinque consiglieri nazionali faccia a faccia con i flussi migratori alla frontiera sud

Servono mezzi e spazi

'Chi opera al fronte chiede personale italofono', spiega Romano. E la sospensione di Schengen? 'Non vogliamo una scena come Ventimiglia.'

di Daniela Carugati

Essere a tu per tu con la quotidianità della frontiera sud della Svizzera ha dato la scossa, e non poco, ai 25 deputati della Commissione della politica di sicurezza del Consiglio nazionale in questi giorni in riunione extra muros in Ticino. Lo stupore si è dipinto sul volto del presidente **Thomas Hurter** e dei suoi colleghi davanti alla sala d'aspetto della stazione di Chiasso, che da qualche tempo deve contenere tutti: guardie di confine da una parte e migranti (eritrei) dall'altra; un solo bagno (anche per le signore) e condizioni di lavoro difficili. E non ha attenuato certo la loro meraviglia sapere che, a pochi metri di distanza, dentro il Cen-

tro di registrazione e procedura per richiedenti l'asilo si è costretti a volte a stendere dei materassi per terra per dare a tutti un giaciglio. Tant'è che si sta valutando di aprire una terza sede di Protezione civile; mentre ciascuno degli otto uditori in servizio ogni giorno apre sei procedure.

Quando, a gennaio, **Marco Romano** ha proposto la trasferta al di qua del Gottardo - e l'idea ha fatto breccia - ancora arrivavano solo gli echi della pressione migratoria alle porte. Oggi si vede bene che a ridosso della 'ramina' si è ben organizzati per far fronte ai flussi, ma gli spazi e le risorse umane a disposizione - della Regione IV come in via Motta - non sono sufficienti per fronteggiare gli arrivi. «Ciò che è emerso, ancora una volta, forte sia dal Corpo Guardie di confine che dal Centro - ci conferma Marco Romano - è la necessità di poter contare su personale in più, e italofono, così da essere da subito efficace nell'intervento. Alle Guardie occorrono pure maggiori mezzi

e infrastrutture di monitoraggio del territorio». Un altro nodo balzato chiaro agli occhi dei commissari e che urge, anche per ragioni di convivenza e sanitarie, è la situazione logistica. Serve una soluzione, fa capire il consigliere nazionale, da trovare di concerto tra chi opera e le Ferrovie. Nel frattempo, si evoca la chiusura delle frontiere. «Ne abbiamo parlato con chi è al fronte, Polizie, Guardie, Segretariato di Stato della Migrazione: tutti ci hanno detto che sospendere gli accordi di Schengen e Dublino non è la risposta ai problemi, anzi sarebbe un grave errore politico. E d'altro canto non sarebbe accettabile a sud una scena come quella di Ventimiglia». È risultato altresì evidente che sul lato italiano il confine è sguarnito. «Lì non c'è nessuno e non vogliono che i migranti tornino sui loro passi. C'è grande inefficienza e latitanza; e la Svizzera da sola non si può fare carico delle responsabilità altrui». Dei vicini e dell'Europa stessa, fa capire Romano.



La Regione Ticino
6500 Bellinzona
091/ 821 11 21
www.laregione.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 34'804
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 17
Fläche: 43'128 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit



Le condizioni di lavoro sono difficili

TI-PRESS/S. SOLCÀ

IL DOPO

Un rapporto sulla situazione

Adesso che hanno visto con i loro occhi - e hanno scoperto la realtà del Mendrisiotto, incuneata nella Lombardia -, i 25 consiglieri nazionali (pur sempre un quarto del parlamento) si impegneranno a perorare la causa di chi opera alla frontiera sud del Paese. «Nel rapporto che abbiamo deciso di preparare all'indirizzo del parlamento, del Consiglio federale e dei vari attori dell'amministrazione federale - spiega Marco Romano, che in questi giorni ha fatto da anfitrione - si potranno mettere in evidenza tutti gli aspetti rilevati. In qualità di commissari non abbiamo competenze decisionali, ma intendiamo portare all'attenzione quanto andrebbe fatto». Quindi l'esigenza di dotare di più mezzi e infrastrutture (anche logistiche) adeguate. L'organizzazione messa in campo in Ticino, va detto, ha colpito per efficacia i deputati: «Si capisce che hanno la situazione in mano». Così come ha sorpreso, in positivo, l'attivazione della Cellula di crisi. Sarà importante sapere come, a livello federale, si intendano affrontare gli sviluppi di questa situazione, fa capire Romano. Anche perché in autunno si dibatterà la seconda tappa della revisione della Legge sull'asilo.



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 37'021
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.217
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 36'644 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Coups de gueule sur la frontière sud

Xavier Lambiel et Yelmarc Roulet

> Migration Après le Tessin, le Valais hausse le ton sur l'afflux de réfugiés

> Le Secrétariat aux migrations relativise la gravité de la situation

> Genève et Vaud subissent pendant ce temps une autre forme de pression

Oskar Freysinger ne pouvait pas être en reste sur l'afflux de réfugiés. Au lendemain du coup de gueule du léguiste Norman Gobbi, chef du gouvernement tessinois, c'est le ministre valaisan de la Sécurité qui donne de la voix. «On n'aura pas d'autre choix que de fermer les frontières pendant l'été, qui sera chaud», présage-t-il, tout en admettant que «c'est l'affaire de la Confédération». Dans l'immédiat, à son initiative, le gouvernement valaisan réclame au Conseil fédéral davantage de gardes-frontières, sans articuler de chiffre toutefois.

Depuis deux mois, la police cantonale valaisanne redouble ses efforts sur l'axe ferroviaire du Simplon, l'un des principaux points de passage entre l'Italie et le nord de l'Europe. Deux contrôles inopinés à quelques jours d'intervalle ont permis d'identifier 189, puis 496 clandestins à bord du même train de nuit. C'est le fameux Milan-Paris de la compagnie Thello. Un «train fantôme», dans le jargon des cheminots

suisses, qui ne dessert aucune gare du pays mais fait des arrêts techniques à Brigue et Vallorbe. «A Vallorbe, les Français ferment la frontière, s'emporte Oskar Freysinger, je ne veux pas avoir des centaines, voire des milliers de personnes sur les bras.»

La «fermeture» de frontière aléguée par Oskar Freysinger n'est pas comparable avec celle que la France impose entre Menton et Vintimille. Mais la France effectue en effet des contrôles systématiques dans le train de nuit entre Vallorbe et Frasné.

Seul le Conseil fédéral pourrait «fermer» une frontière, sur la base des informations transmises par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). En cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure, des critères qui ne sont pas remplis, selon les fonctionnaires fédéraux. «Que le SEM m'explique pourquoi les Français peuvent fermer leurs frontières et pas nous, s'énerve Oskar Freysinger. La maison brûle et ils hésitent entre le fax et le téléphone pour appeler les pompiers.»

La revendication valaisanne ne plaît pas à Christophe Darbellay, qui défend une mise en œuvre rapide de la nouvelle loi sur l'asile. Pour le président du PDC suisse, la situation valaisanne est sans commune mesure avec celle du Tessin. «Au lieu de gouverner, Oskar Freysinger récupère le discours de Norman Gobbi pour servir les intérêts de son parti. Va-t-il monter au Simplon avec son fusil?»

A la gare centrale de Milan, certains jours, ce sont 500 réfugiés qui arrivent, avec l'idée de poursuivre leur voyage vers le nord de l'Europe. Les chiffres de l'Administration fédérale des douanes

montrent une augmentation de 40% de l'immigration clandestine en une année. Les gardes-frontières ont interpellé 7027 migrants depuis le début de l'année, contre 4983 dans les cinq premiers mois de 2014. Surtout des hommes, des Erythréens ou des Maliens. Pour la moitié d'entre eux, le voyage a pris fin au Tessin, et pour un quart en Valais.

«A l'époque, il y avait 40 000 demandes d'asile par an et pas une seule demande de fermer la frontière»

Aujourd'hui, 200 employés des douanes travaillent sur l'ensemble des cantons de Vaud et du Valais, quinze de plus qu'en 2011. A ceux-ci s'ajoutent une vingtaine de renforts sur la frontière sud, la plupart au Tessin. Oskar Freysinger a bon espoir de voir l'effectif augmenter.

Alors que les premiers mois de l'année avaient été «calmes» sur le front de l'asile, le nombre d'arrivées s'est fortement renforcé depuis mi-avril et connaît un pic depuis juin. 1100 personnes sont arrivées en Suisse entre le 8 et le 14 juin, deux fois plus qu'une semaine ordinaire des mois précédents. Cela s'explique par le contexte international, mais aussi par un effet saisonnier lié à la traversée de la Méditerranée.

Sur la base des années précédentes, on s'attend à ce que la pression dure jusqu'en novembre. Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) fera une nouvelle évaluation durant l'été, mais pour le moment il s'en tient à ses prévisions sur le total des demandes d'asile: 29 500 pour 2015, avec



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 37'021
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.217
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 36'644 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

une «marge de manœuvre» de 2000-2500 personnes.

«C'est beaucoup moins que ce que nous avons connu lors des crises de Bosnie et du Kosovo, réagit Denise Graf, la coordinatrice pour l'asile d'Amnesty International. A l'époque, on enregistrait plus de 40 000 demandes par an et nous n'avions pas entendu la moindre demande de fermeture des frontières.»

En 2014, la Suisse a totalisé 3,8% des demandes d'asile déposées en Europe, précise-t-elle, contre 4,8% en 2013 et plus de 5% en

2012. Il y a un manque de volonté d'accepter les réfugiés d'Erythrée ou de Syrie, déplore-t-elle.

Il se peut que l'été soit chaud sur le front de l'asile. Il est certain que le thème restera au premier plan de l'agenda politique jusqu'aux élections fédérales de cet automne. Lors de la session des Chambres qui vient de s'achever, les parlementaires fédéraux ont été bombardés de propositions: moratoire sur l'asile pendant un an, limitation de la procédure d'asile aux seuls requérants arrivant par avion, suppression de

l'aide d'urgence aux requérants déboutés, etc. Ces propositions émanent pour la plupart de l'UDC, mais c'est le PDC Urs Schwaller qui préconise de pénaliser financièrement les cantons qui ne renvoient pas assez.

L'Union européenne (UE) travaille pendant ce temps à la redistribution sur tout le continent de 40 000 demandeurs aujourd'hui en Italie. La Suisse a dit, par la voix de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, sa volonté d'y participer.



Hauptausgabe

Neue Luzerner Zeitung
6002 Luzern
041/ 429 51 51
www.luzernerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 73'088
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 1
Fläche: 30'530 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Parlamentarier halten an Schengen fest

TESSIN Die Südkantone erleben einen Ansturm von Flüchtlingen. Dennoch sei die Situation unter Kontrolle, so Experten und Politiker.

sda. 25 Parlamentarier, die der Sicherheitspolitischen Kommission des Nationalrats angehören, informierten sich gestern und vorgestern im Tessin über die «Sicherheit an der Südgrenze» – im Südkanton waren gemäss Grenzschutz in den vergangenen zwei Wochen über 900 Migranten angekommen. Auch im Wallis wurden hunderte illegale Migranten abgefangen. Die Auffangzentren im Tessin seien an ihre Kapazitätsgrenzen gestossen, sagte der Tessiner Nationalrat

Mehr Flüchtlinge im Kanton Luzern

LUZERN cin. Die neusten Flüchtlingsströme machen sich auch im Kanton Luzern bemerkbar: Auf 180 bis 190 Zuweisungen pro Monat wird man sich gemäss Asyl- und Flüchtlingskoordinator Ruedi Fahrni vorbereiten müssen. 2014 lag das Jahreshoch bei 139 Gesuchen im Oktober. Weil der Kanton die Flüchtlinge künftig selber betreuen will, muss die Caritas 54 Mitarbeiter entlassen. Ob alle beim Kanton eine neue Stelle finden, ist noch unklar. Über den Stellenplan entscheidet die Regierung.

Marco Romano (CVP). Eine Aufkündigung des Schengen-Abkommens, wonach im Tessin am Wochenende der Ruf laut geworden ist, würde laut Kommission aber niemandem weiterhelfen. Sie würde nur zu Chaos führen, sagte Kommissionspräsident und SVP-Nationalrat Thomas Hurter gestern an einer Medienkonferenz in Mendrisio TI.

Infrastruktur verbessern

Verbesserungsvorschläge macht die Kommission bei der Infrastruktur und dem Personal: Am Bahnhof in Chiasso müssten sich Grenzschützer und Neuankommlinge ein WC teilen, sagte Romano. Problematisch sei auch der Einsatz von ortsfremden Grenzschützern im Tessin. «Es mangelt aktuell an italienischsprachigem Personal», so der CVP-Nationalrat.

KOMMENTAR

Nun müssen Taten folgen

Seit Frankreich und Österreich vor wenigen Tagen ihre Grenzen dichtgemacht haben, strömen die Flüchtlinge aus Italien vermehrt in die Schweiz. Allein im Empfangszentrum in Chiasso meldeten sich letzte Woche über 600 Asylsuchende. Schon wurde im Tessin der Ruf laut, auch die Schweiz solle ihre Grenzen schliessen und über eine Aufkündigung des Schen-

gen-Abkommens nachdenken. Jetzt meldet auch noch das Wallis, man habe bei zwei Kontrollen fast 800 illegale Migranten abgefangen.

Bundesbern hat einen Schritt in die richtige Richtung gemacht. Die Staatspolitische Kommission des Nationalrats machte sich im Tessin zwei Tage lang ein Bild von der Situation und kam zum Schluss: Der Ansturm wird gut bewältigt, es gibt aber einen gewissen Handlungsbedarf. Ein Fazit, das auch die Fachleute ziehen. Alles also halb so wild?

Bundespräsidentin Simonetta Sommaruga setzt sich auf internationaler Bühne für faire

Verteilquoten für Flüchtlinge innerhalb der EU ein. Zunächst braucht es dafür aber eine Einigung, anschliessend die Umsetzung – und wann das alles passieren wird, weiss niemand. Bis dahin wird sich die Lage auch in der Schweiz weiter verschärfen.

Schon jetzt gerät das Empfangszentrum in Chiasso an die Grenze seiner Kapazitäten. Schon jetzt fehlt es der Grenzschutz an italienischsprachigem Personal. Schon jetzt schlafen Asylsuchende auf Matratzen auf dem Boden. Sich vom Schengen-System abnabeln zu wollen, ist unrealistisch – es braucht praxis-

Datum: 24.06.2015

NEUE LUZERNER ZEITUNG



Hauptausgabe

Neue Luzerner Zeitung
6002 Luzern
041/ 429 51 51
www.luzernerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 73'088
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 1
Fläche: 30'530 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

orientierte Lösungen und eine verstärkte Koordination auf Bundesebene. Ein Augenschein der Parlamentarier vor Ort ist zwar ein Schritt in die richtige Richtung, jetzt müssen aber endlich auch Taten folgen.

ALEKSANDRA MLADENOVIC
aleksandra.mladenovic@luzernerzeitung.ch



Hauptausgabe

Neue Luzerner Zeitung
6002 Luzern
041/ 429 51 51
www.luzernerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 73'088
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 102'496 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Der Ansturm zeigt Handlungsbedarf auf



Ein Grenzwächter begleitete am Montag Migranten zur Personenkontrolle am Zoll des Bahnhofs Chiasso.

Keystone/Sara Solca

GERHARD LOB, CHIASSO
schweiz@luzernerzeitung.ch

FLÜCHTLINGE Der Druck an der Schweizer Südgrenze bleibt hoch. Doch eine Aufkündigung des Schengen-Abkommens stösst in der staatspolitischen Kommission des Nationalrats

auf Ablehnung.

Augenschein am gestrigen Nachmittag im Bahnhof von Chiasso: Eine Gruppe von Migranten studiert die Abfahrtstafel. «Nach Zürich», sagen sie in einem Mix



Hauptausgabe

Neue Luzerner Zeitung
6002 Luzern
041/ 429 51 51
www.luzernerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 73'088
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 102'496 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

verschiedener Sprachen und zeigen auf einen Zug mit Abfahrtszeit 15.12 Uhr. In der Hand halten sie ein Schreiben des Bundes mitsamt einem Zugticket. Sie kommen vom Empfangs- und Verfahrenszentrum Chiasso, das gleich neben dem Bahnhof liegt und in diesen Tagen einen Ansturm von Asyl-Gesuchstellern verkraften muss. Um eine Überlastung der Tessiner Aufnahmestrukturen zu vermeiden, werden sie per Bahn in Aufnahmezentren anderer Kantone überwiesen. Die Reise müssen sie alleine bewältigen.

600 in einer Woche

Derweil kontrollieren Grenzwachter aus Italien einfallende Züge. Praktisch aus jedem Zug steigen Migranten aus, die nach ihrer Erfassung einen Asylantrag stellen. Rund 90 Prozent kommen aus Mailand per Zug. Letzte Woche meldeten

«Wir waren beeindruckt von der Arbeit, die geleistet wird.»

THOMAS HURTER, SVP-NATIONALRAT (SH)

sich mehr als 600 Personen an der Empfangsstelle des Bundes in Chiasso, vor allem Erirtrier. Um den Ansturm zu bewältigen, wurden temporär zwei Zivilschutzzentren in Chiasso eröffnet.

Trotz dieser grossen Belastung gibt es keinerlei Chaos. «Die Situation ist absolut unter Kontrolle», sagt Antonio Simona, Leiter des Empfangs- und Verfahrenszentrums in Chiasso. Er räumt ein, dass einige Asylbewerber auf Matratzen auf dem Boden hätten schlafen müssen, jedoch habe niemand im Freien nächtigen müssen. Es gebe auch keine aussergewöhnlichen sanitären Probleme.

Kommission nimmt Augenschein

Davon konnte sich die sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates (SiK-N) überzeugen, die am Montag und Dienstag in der Grenzstadt Chiasso und dem benachbarten Mendrisio weilte. Die Kommission hatte sich vor Ort begeben, um sich ein Bild zum Thema «Sicherheit an der Südgrenze» zu verschaffen. «Wir waren beeindruckt von der Arbeit, die hier geleistet wird, aber auch von der Zusammenarbeit der verschiedenen Institutionen, von der Grenzschutz über die Polizei bis zum Staatssekretariat für Migration», bilanzierte Kommissionspräsident und SVP-Nationalrat Thomas Hurter gestern in einem kurzen Treffen mit Medienvertretern.

Nachdem am Wochenende der Tessiner Regierungspräsident Norman Gobbi (Lega) gefordert hatte, die Grenzen zu schliessen, das heisst wieder systematische Grenzkontrollen einzurichten und über eine Aufhebung des Schengen-Abkommens nachzudenken, war auch die Wirksamkeit der Schengen-Vereinbarung Thema der Kommissionssitzung. «Aber alle Fachleute, die sich dazu geäussert haben, von der Grenzschutz bis zur Bundespolizei, waren der Auffassung, dass sich die Situation ohne Schengen-Abkommen sogar noch weiter verschlechtern würde», sagte CVP-Nationalrat und Kommissionsmitglied Marco Romano. Die Vorteile wie die Teilnahme am Schengen-Informationssystem würden bei einem Ausstieg nämlich wegfallen. Eine Aufkündigung des Schengen-Abkommens fand in der Kommission keinen Anklang.

Sprachproblem bei Grenzwachtern

Ein offenes Ohr hatte man hingegen für die Forderung von Grenzschutz und Empfangszentrum nach Einstellung neuer Mitarbeiter. Zwar hat der Grenzschutz

Beamte aus der Deutschschweiz an die Südgrenze verlegt. «Doch diese können kein Italienisch – das ist ein grosses Problem», sagte Romano.

Von den Schwierigkeiten mit der Umsetzung des Dublin-Abkommens konnte sich die Kommission hingegen selbst ein Bild machen. Wenn nicht anerkannte Asylbewerber am Grenzübergang Ponte

«Die Situation würde sich ohne Schengen-Abkommen verschlechtern.»

MARCO ROMANO, TESSINER
CVP-NATIONALRAT

Chiasso nach Italien überstellt werden sollten, war auf italienischer Seite niemand da oder niemand zuständig. «Die waren wohl alle an der Expo in Mailand», ironisierte Hurter.

Aus alten Problemen gelernt

Die Bevölkerung von Chiasso erlebt den Ansturm auf die dortige Empfangs- und Verfahrensstelle derweil mit relativer Gelassenheit. «Wir haben einen Notstand in Bezug auf die hohen Gesuche, aber nicht in Bezug auf die Situation in der Stadt», sagte dieser Tage Giorgio Fonio, Grossrat aus Chiasso. Das war beispielsweise im Sommer 2011 ganz anders. Nach dem Arabischen Frühling kamen viele Flüchtlinge aus dem Maghreb, vor allem alleinstehende junge Männer zwischen 20 und 30 Jahren, die in Chiassos Innenstadt Unmengen von Bier tranken und auch Passanten anpöbelten.

Offenbar hat man aus den damaligen Problemen gelernt. Chiassos Gemeindepräsident Moreno Colombo kritisierte allerdings, dass die Gemeinde nicht schnell genug über die Eröffnung von Zivilschutzanlagen für die Unterbringung von Asylbewerbern informiert werde.



Hauptausgabe

Neue Luzerner Zeitung
6002 Luzern
041/ 429 51 51
www.luzernerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 73'088
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 102'496 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit



Nun klagt auch das Wallis über die Lage an seiner Südgrenze

LAUSANNE da. Nicht nur das Tessin hat eine Südgrenze zu Italien und damit ein «Flüchtlingsproblem», auch der Kanton Wallis steht unter Druck: Diese Botschaft richtete der Walliser Staatsrat Oskar Freysinger (SVP) Anfang Woche an die Öffentlichkeit. In einer Mitteilung informierte Freysinger die Medien, dass er sich mit einem Brief an den Bundesrat gewandt habe mit der Bitte um Unterstützung und «in der Befürchtung, dass die Situation ausser Kontrolle geraten könnte». Der Grund: Bei einer ersten systematischen Kontrolle eines Nachtzugs aus Italien, der via Schweiz nach Paris fuhr, seien 189 illegale Einwanderer ausfindig gemacht und nach Italien zurückgeschickt worden. Bei einer

zweiten Kontrolle wenige Tage später seien im gleichen Nachtzug 496 illegale Migranten angehalten worden. «Diese Zahlen weisen auf das grosse und zunehmende Ausmass von Flüchtlingen hin, die versuchen, die Schweiz zu durchqueren», heisst es in dem Communiqué. Freysingers Departement für Bildung und Sicherheit bittet den Bundesrat deshalb, die Kontrollmassnahmen auf den Achsen des Simplons und des Grossen Sankt Bernhards zu verstärken. Der Kanton Wallis verfüge nicht über die nötigen Mittel, um der gegenwärtigen Situation zu begegnen.

70 Prozent der illegalen Einreisen
Mit 45 respektive 24 Prozent entfällt

das Gros der illegalen Einreisen in die Schweiz auf die beiden Grenzregionen Tessin und Wallis. Gemäss Grenzwachkorps wurden seit Jahresbeginn bis Ende Mai im Tessin 3150 und im Wallis 1660 rechtswidrige Aufenthalte gezählt. Der Trend beschleunigt sich: In den letzten drei Juniwochen waren es im Tessin bereits 1146, im Wallis 492. Schweizweit ergibt dies bereits über 9000 illegale Auf-

«Diese Zahlen weisen auf das grosse und zunehmende Ausmass von Flüchtlingen hin, die versuchen,



Hauptausgabe

Neue Luzerner Zeitung
6002 Luzern
041/ 429 51 51
www.luzernerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 73'088
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 102'496 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit



die Schweiz zu durchqueren.»

OSKAR FREYSINGER, WALLISER REGIERUNGSRAT (SVP)

enthalte. Zum Vergleich: Letztes Jahr waren es total 14 265.

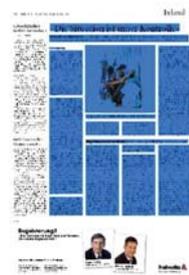
Zwei Routen führen ins Wallis

Allerdings ist im Wallis wenig zu sehen von den Flüchtlingen, die die gefährliche Überfahrt über das Mittelmeer überlebt

haben. Dies im Unterschied zum Tessin, das mit einem Ansturm von Asylsuchenden in Chiasso konfrontiert ist. Der Grund: Von Italien aus führen zwei Eingangstore ins Wallis, eines über die Strasse über den Grossen Sankt Bernhard ins Welschwallis nach Martigny, eines über die Strasse oder per Bahn durch den Simplon ins Oberwallis nach Brig. Nachfragen bei Politikern beider Regionen ergeben, dass sich im Alltag kaum etwas verändert hat; einen Ansturm von ausländischen Personen macht niemand aus. Auch beim Grenzwachtkorps wird bestätigt, dass nur ein Bruchteil mit Regionalzügen ins Wallis reist.

Die meisten Flüchtlinge sehen wenig vom Alpenkanton: Sie steigen in Mailand in den Nachtzug, der sie durch den Simplon und dann via Vallorbe nach

Frankreich bringt. In informellen Gesprächen mit Polizisten sind keine Klagen über die Flüchtlingsproblematik zu hören, in formellen Kontakten erfahren Journalisten gar nichts. Er könne sich zum Thema nicht äussern, sagt der Pressesprecher der Kantonspolizei; die gesamte Kommunikation laufe über Staatsrat Oskar Freysinger. Dieser verweist auf die fast 700 illegalen Einreisenden, die der Polizei von den Grenzwachtern übergeben worden sind. Dazu sei er mit einer Serie von Einbrüchen konfrontiert, klagt Freysinger. «Ich kann nicht gleichzeitig an zwei Fronten kämpfen.» Gemäss dem Sprecher des Grenzwachtkorps bleibt die Lage an der Südgrenze angespannt, lässt sich dank der Verstärkung aus anderen Regionen aber bewältigen.



Schaffhauser Nachrichten
8201 Schaffhausen
052/ 633 31 11
www.shn.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 20'326
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.208
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 7
Fläche: 63'112 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

«Die Situation ist unter Kontrolle»

Der Druck durch Migranten an der Schweizer Südgrenze bleibt hoch. Doch eine Kündigung des Schengen-Abkommens stösst in der Sicherheitspolitischen Kommission des Nationalrats, die gestern im Tessin war, auf Ablehnung.



Migranten warten bei der Grenzkontrolle am Zoll des Bahnhofs Chiasso auf ihre Abfertigung.

Bild Key

VON GERHARD LOB

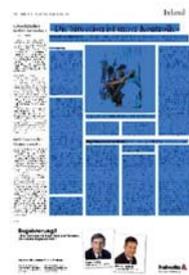
CHIASSO Augenschein am gestrigen Nachmittag im Bahnhof Chiasso: Eine Gruppe von Migranten studiert die Abfahrtstafel. «Nach Zürich», sagen sie in einem Mix verschiedener Sprachen und zeigen auf einen EC mit Abfahrtszeit 15.12 Uhr. In der Hand halten sie ein Schreiben des Bundes mitsamt einem Zugticket. Sie kommen vom Empfangs- und Verfahrenszentrum Chiasso, das gleich neben dem Bahnhof liegt und in diesen Tagen einen Ansturm von Asyl-Gesuchstellern verkraften muss. Um eine Überlastung der

Tessiner Aufnahmestrukturen zu vermeiden, werden sie per Bahn in Aufnahmezentren anderer Kantone überwiesen. Die Reise müssen sie alleine bewältigen.

Zivilschutzzentren geöffnet

Derweil kontrollieren Grenzwachter die aus Italien einfallenden Züge. Praktisch aus jedem Zug steigen Migranten aus, die nach ihrer Erfassung einen Asylantrag stellen. Rund 90 Prozent kommen von Mailand per Zug. Letzte Woche meldeten sich mehr als 600 Personen an der Empfangsstelle

des Bundes in Chiasso, vor allem Eritreer. Um den Ansturm zu bewältigen, wurden temporär zwei Zivilschutzzentren in Chiasso eröffnet. Trotz dieser grossen Belastung gibt es keinerlei Chaos. «Die Situation ist absolut unter Kontrolle», sagt Antonio Simona, Leiter des Zentrums in Chiasso. Er räumt ein, dass einige Asylbewerber auf Matratzen auf dem Boden hätten schlafen müssen, doch niemand habe im Freien nächtigen müssen. Es gebe auch keine aussergewöhnlichen sanitären Probleme.



Schaffhauser Nachrichten
8201 Schaffhausen
052/ 633 31 11
www.shn.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 20'326
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.208
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 7
Fläche: 63'112 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Davon konnte sich die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates (SiK) überzeugen, die am Montag und Dienstag in der Grenzstadt Chiasso und dem benachbarten Mendrisio weilte. Die Kommission hatte sich vor Ort begeben, um sich ein Bild zum Thema «Sicherheit an der Südgrenze» zu verschaffen. «Wir waren beeindruckt von der Arbeit, die hier geleistet wird, aber auch von der Zusammenarbeit der verschiedenen Institutionen, von der Grenzschutz über die Polizei bis zum Staatssekretariat für Migration», bilanzierte der Kommissionspräsident und Schaffhauser SVP-Nationalrat Thomas Hurter gestern vor Medienvertretern.

«Schengen-Abkommen sinnvoll»

Nachdem am Wochenende der Tessiner Regierungspräsident Norman Gobbi (Lega) gefordert hatte, die Grenzen zu schliessen, das heisst wieder systematische Grenzkontrollen einzurichten und über eine Aufhebung des Schengen-Abkommens nachzudenken,

war auch die Wirksamkeit der Schengen-Vereinbarung Thema der Kommissionssitzung. «Aber alle Fachleute, die sich dazu geäußert haben, von der Grenzschutz bis zur Bundespolizei, waren der Auffassung, dass sich die Situation ohne Schengen-Abkommen sogar noch weiter verschlechtern würde», sagte CVP-Nationalrat und Kommissionsmitglied Marco Romano. Die Vorteile wie die Teilnahme am Schengen-Informationssystem würden bei einem Ausstieg nämlich wegfallen. Eine Aufkündigung des Schengen-Abkommens fand in der Kommission daher keinen Anklang. Ein offenes Ohr hatte man hingegen für die Forderung von Grenzschutz und Empfangszentrum nach Einstellung neuer Mitarbeiter. Zwar hat der Grenzschutz Beamte aus der Deutschschweiz an die Südgrenze verlegt. «Doch diese können kein Italienisch – das ist ein grosses Problem», sagte Romano.

Von den Schwierigkeiten mit der

Umsetzung des Dublin-Abkommens konnte sich die Kommission hingegen selbst ein Bild machen. Wenn nicht anerkannte Asylbewerber am Grenzübergang Ponte Chiasso nach Italien überstellt werden sollten, war auf italienischer Seite niemand da oder niemand zuständig. «Die waren wohl alle an der Expo in Mailand», ironisierte Hurter.

Die Bevölkerung von Chiasso erlebt den Ansturm auf die dortige Empfangs- und Verfahrensstelle derweil mit relativer Gelassenheit. «Wir haben einen Notstand in Bezug auf die hohen Gesuche, aber nicht in Bezug auf die Situation in der Stadt», sagte dieser Tage Giorgio Fonio, Grossrat aus Chiasso. Das war beispielsweise im Sommer 2011 ganz anders. Nach dem Arabischen Frühling kamen viele Flüchtlinge aus dem Maghreb, vor allem alleinstehende junge Männer zwischen 20 und 30 Jahren, die in Chiassos Innenstadt Unmengen von Bier tranken und auch Passanten anpöbelten.

Migrationsdruck im Wallis Oskar Freysinger will stärkere Grenzkontrollen

LAUSANNE Nicht nur das Tessin hat eine Südgrenze zu Italien, auch der Kanton Wallis steht unter Druck: Diese Botschaft richtete der Walliser Staatsrat Oskar Freysinger (SVP) Anfang Woche an die Öffentlichkeit. In einer Mitteilung informierte Freysinger die Medien, dass er sich mit einem Brief an den Bundesrat gewandt habe mit der Bitte um Unterstützung und «in der Befürchtung, dass die Situation ausser Kontrolle geraten könnte».

Der Grund: Bei einer ersten systematischen Kontrolle eines Nachtzugs aus Italien, der via Schweiz nach Paris fuhr, seien 189 illegale Einwanderer ausfindig gemacht und nach Italien zurückgeschickt worden. Bei einer zweiten Kontrolle wenige Tage später seien im gleichen Nachtzug 496 illegale Migranten angehalten worden. «Diese Zahlen weisen auf das grosse und zunehmende Ausmass von Flüchtlingen

hin, die versuchen, die Schweiz zu durchqueren», heisst es in dem Communiqué. Freysingers Departement für Bildung und Sicherheit bittet den Bundesrat deshalb, die Kontrollmassnahmen auf den Achsen des Simplon und des Grossen Sankt Bernhard zu verstärken. Der Kanton Wallis verfüge nicht über die nötigen Mittel, um der gegenwärtigen Situation zu begegnen.

70 Prozent der illegalen Einreisen

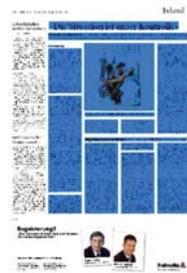
Mit 45 respektive 24 Prozent entfällt das Gros der illegalen Einreisen in die Schweiz auf die beiden Grenzregionen Tessin und Wallis. Gemäss Auskunft des Grenzschutzkorps wurden bis Ende Mai im Tessin 3150 und im Wallis 1660 rechtswidrige Aufenthalte gezählt. Der Trend beschleunigt sich: In den ersten drei Juniwochen waren es im Tessin bereits 1146, im Wallis 492. Schweizweit ergibt dies bereits

über 9000 illegale Aufenthalte. Zum Vergleich: Letztes Jahr waren es total 14265, im Jahr 2013 waren es 12000.

Allerdings ist im Wallis wenig zu sehen von den Flüchtlingen, welche die gefährliche Überfahrt über das Mittelmeer überlebt haben. Dies im Unterschied zum Tessin, das mit einem Ansturm von Asylsuchenden in Chiasso konfrontiert ist. Der Grund: Von Italien aus führen zwei Eingangstore ins Wallis, eine über die Strasse über den Grossen Sankt Bernhard ins Welschwallis nach Martigny, eines über die Strasse oder per Bahn durch den Simplon ins Oberwallis nach Brig. Nachfragen bei Politikern beider Regionen ergeben, dass sich im Alltag kaum etwas verändert hat; einen Ansturm von ausländischen Personen macht niemand aus. Auch beim Grenzschutzkorps wird bestätigt, dass nur

Datum: 24.06.2015

Schaffhauser Nachrichten



Schaffhauser Nachrichten
8201 Schaffhausen
052/ 633 31 11
www.shn.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 20'326
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.208
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 7
Fläche: 63'112 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

ein Bruchteil der Flüchtlinge mit Regionalzügen ins Wallis reist.

Die meisten sehen wenig vom Alpenkanton: Sie steigen in Mailand in den Nachtzug, der sie durch den Simplon und dann über die Grenze nach Frankreich bringt. In informellen Gesprächen mit Polizisten sind keine Klagen über die Flüchtlingsproblematik zu hören, in formellen Kontakten erfahren Journalisten – gar nichts. Er

könne sich zum Thema nicht äussern, sagt der Pressesprecher der Kantonspolizei; die gesamte Kommunikation laufe über Staatsrat Oskar Freysinger. Dieser verweist auf die fast 700 illegalen Einreisenden, die der Polizei von den Grenzwachtern übergeben worden sind. Dazu sei er mit einer Serie von Einbrüchen konfrontiert, klagt Freysinger. «Ich kann nicht gleichzeitig an zwei Fronten kämpfen.» (dla.)

Datum: 24.06.2015

**Tribune
deGenève**



Tribune de Genève
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 43'860
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 1
Fläche: 29'956 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

Requérants: à bout, le Tessin appelle à l'aide

Des milliers de réfugiés y passent la frontière. A Genève, la situation est moins dramatique

Face à la crise migratoire, le Tessin lance un appel à l'aide, tout comme le Valais et les Grisons. En un mois, quelque 2000 réfugiés ont transité par Chiasso, dont 900 la semaine dernière. La frontière tessinoise reçoit 90% des arrivées en Suisse.

Invités par le député Marco Romano, des représentants du Conseil national ont pu constater sur place la situation des requérants qui vivent dans des conditions difficiles. Les travailleurs des frontières doivent pour leur part gérer sans relâche un

flux d'arrivées, non sans inquiétudes, notamment pour leur santé. Et s'il manque de personnel pour remplir cette tâche, le canton n'a pas non plus le matériel et les infrastructures nécessaires en suffisance. Quant à la situation genevoise, elle n'a rien à voir avec celle du Tessin, affirme Michel Bachar, porte-parole des gardes-frontière: «Il n'y a pas de phénomène alarmant.» Mais l'évolution du nombre d'entrées dans les centres d'hébergement pré-occupe l'Hospice général.



Tribune de Genève
1211 Genève 11
022/ 322 40 00
www.tdg.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 43'860
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 1
Fläche: 29'956 mm²

Sicherheit / Innere Sicherheit

L'éditorial

Agir vite, sans solution miracle

Judith
Mayencourt
Responsable
de la rubrique Suisse



Aucune demande de reportage acceptée, pas de caméra, pas de témoin, pas d'image d'une crise à nos frontières. C'est presque en catimini, au travers d'un discret communiqué de presse, que le Secrétariat d'Etat aux

migrations (SEM) annonçait la nouvelle la semaine dernière.

Alors que l'exode estival des migrants de Méditerranée vient tout juste de commencer, le Tessin, comme tous les autres points de passage européen sur la route du Nord, est débordé et ses structures d'accueil asphyxiées. Et vu l'ampleur des mouvements migratoires en ce début d'été, la situation promet d'être sensible pour les trois prochains mois.

On s'y attendait, c'est un été chaud bouillant qui se profile sur le front de l'asile. Avec ses coups de gueule: celui, paniqué du gouvernement léghiste qui ne demande rien de moins que la fermeture des frontières. Et surtout avec ses récupérations politiques: celle de l'UDC, réclamant la restriction du droit d'asile aux seuls requérants arrivés par avion. Comme si la politique d'asile était une boîte à outils

à disposition des partis pour mieux mobiliser les électeurs!

Dans ce contexte surchauffé, la visite sur place de la Commission de sécurité du Conseil national était indispensable pour rendre compte de la situation, sans gesticulation. Son constat est accablant. A la frontière sud, l'accueil des migrants est aujourd'hui en dessous de ce que suppose le minimum de tradition humanitaire de la Suisse. Et il est urgent de trouver de nouvelles structures d'accueil. Le pays tout entier doit se mobiliser. Quant à une possible résiliation de l'accord de Dublin, elle ne ferait qu'aggraver encore la situation.

L'heure n'est pas aux recettes miracles. Personne n'en a. Mais à l'accueil d'urgence, avec, sinon des solutions à long terme, au moins un peu d'humanité.